
PREFECTURE DE L'INDRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 96-E- 816

du 16 AVR. 1996

autorisant M. FAUCHEUX, responsable de l'EARL du Bois de la Barre, a modifier son élevage porcin situé à RIVARENNES, lieu-dit « la barre »

**LE PREFET DE L'INDRE ,
*Chevalier de la Légion d'Honneur,***

Vu la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi susvisée ;

Vu la nomenclature des installations classées et en particulier le n° 2102-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 94-E-597 du 8 mars 1994 autorisant M. FAUCHEUX, responsable de l'EARL du Bois de la Barre, à étendre la porcherie qu'il exploite à RIVARENNES, lieu-dit « la barre » ;

Vu la demande présentée par M.FAUCHEUX en vue d'être autorisé à modifier le mode d'exploitation de sa porcherie (suppression du cheptel reproducteur et exploitation en type naisseur-engraisseur) cet aménagement entraînant la révision du plan d'épandage ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 12 mars 1996 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène le 27 mars 1996 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 28 mars 1996 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

PLACE DE LA VICTOIRE ET DES ALLIES - B.P. 583 - 36019 CHATEAUROUX CEDEX - TELEPHONE : 54.29.50.00 - TELECOPIE : 54.34.10.08

A R R E T E

Article 1er - Mr FAUCHEUX, responsable de l'EARL du Bois la Barre est autorisé à modifier son élevage porcin au lieu-dit « La Barre » - 36800 RIVARENNES portant la capacité totale à 2480 animaux de plus de 30 kg.

Espèces entretenues	Type de production	Capacité d'hébergement
Porcins	Porcs charcutiers	2480
	Porcelets	2310
Bovins	allaitant	40
TOTAL	2480 porcins de + de 30 kg et 40 vaches allaitantes	

La classification à retenir est la suivante :

Espèces entretenues	Régime	Rubrique
Vaches	Déclaration	2101.3
Porcins	autorisation	2102.1

Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.),
- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes autres que l'exploitant (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

Article 2 - L'établissement est situé, installé et exploité conformément aux plans et dossiers joints à la demande d'autorisation et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation sont portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

L'arrêté préfectoral du 8 mars 1994 est abrogé.

CHAPITRE I

Elevage de porcs en bâtiments

Article 3 - Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockage et de traitement des effluents sont implantés :

- à plus de 100 m de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à

l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers.

- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eaux ;

- à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;

- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles.

- en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages alimentaires des collectivités publiques.

Article 4 - Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation, aire de repos des animaux, etc.), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les prescriptions du présent Article ne concernent pas les porcheries sur litière accumulée.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Article 5 - Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de la porcherie.

Article 6 - Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires de la porcherie.

Les aires extérieures de séjour des animaux sont soit en béton, soit en tout autre matériau étanche. Elles comportent des dispositifs pour collecter les eaux pluviales et de nettoyage qui ne doivent pas s'écouler sur les terrains avoisinants. Les eaux ainsi recueillies sont dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires de la porcherie.

Article 7 - Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées dans le milieu naturel.

Dans le cas où il existe des aires d'exercice, les eaux pluviales provenant des toitures ne doivent pas être rejetées sur ces surfaces mais collectées par une gouttière et évacuées séparément.

Article 8 - L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 9 - La pente des sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos, etc.) ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc.) permet l'écoulement des effluents.

Tous les effluents y compris les eaux de nettoyage de l'installation sont évacués vers des ouvrages de stockage par des canalisations étanches.

Article 10 - Les ouvrages de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage à l'air libre sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

La capacité de stockage des effluents liquides (lisier et purin) est de 8 mois.

Article 11 - Les effluents et les déjections solides sont traités par épandage sur des terres agricoles dans les conditions prévues aux Articles 20, 21, 22.

CHAPITRE II

Elevage Bovins

Article 12 - Tous les sols du bâtiment de l'élevage accessibles aux animaux (aires de stabulation, couloirs de circulation du bétail, etc.) et toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc.) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Le présent article ne s'applique pas aux aires sous litière accumulée.

Article 13 - Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées dans le milieu naturel.

Dans la cas où des aires d'exercices, les eaux pluviales provenant des toitures ne doivent pas être rejetées sur ces surfaces, mais collectées par une gouttière et évacuées séparément.

Article 14 - Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des parties couvertes des bâtiments d'élevage ainsi que les jus d'ensilage sont collectés par un réseau d'égout étanche et dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents (purin ou lisier).

Article 15 - La pente des sols des bâtiments d'élevage permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte, de stockage ou de traitement.

Article 16 - Les fumiers stockés à l'extérieur des bâtiments d'élevage sont rassemblés sur une aire étanche munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage (purins) qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de l'élevage.

Dans le cas d'épandage sur des terres agricoles, la superficie de l'aire de stockage est suffisante pour conserver pendant quatre mois au minimum les déjections produites par les animaux pendant la durée de la stabulation.

Toutefois, à l'issue d'un stockage de deux mois dans l'installation, les fumiers compacts pailleux peuvent être stockés sur la parcelle d'épandage dans les conditions suivantes :

- à au moins 100 mètres de toutes habitations occupées par des tiers ou de tout local habituellement occupés par des tiers, des stades, des terrains de camping agréés,
- à au moins 100 mètres des puits et forages, des sources, des rivages, des berges des cours d'eau,
- à au moins 500 mètres des piscicultures, sauf dérogation liée à la topographie,
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- en dehors des périmètres de protection rapprochée des captages alimentaires des collectivités publiques,
- le choix de l'emplacement du stockage devra se faire en fonction de la nature particulière du terrain qui sera accessible en tout temps ;

Toutes dispositions doivent être prises pour que ce stockage s'intègre au mieux dans l'environnement

Article 17 - Les ouvrages de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les différents ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents produits dans l'installation pendant 4 mois au minimum, sauf cas prévu à l'article 16.

Article 18 - Les effluents et les déjections solides sont traités par épandage dans les conditions prévues aux Articles 20, 21 et 22.

CHAPITRE III

Prescriptions applicables à l'ensemble de l'exploitation

Article 19 - Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

* pour la période allant de 6 h à 22 h

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 min	10
20 min < T < 45 min	9
45 min < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

* pour la période allant de 22 h à 6 h

Emergence maximale admissible : 3 db (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées,

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents

Article 20 - L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous 24 heures.

Article 21- Dans le cas d'épandage des lisiers et purins, les distances des parcelles d'épandage par rapport aux habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans les tableaux ci-dessous :

CAS DES TERRES NUES

	DELAI maximal d'enfouissement après épandage (en heures)	DISTANCE minimale (en mètres)
<i>Utilisation d'un dispositif permettant l'injection directe des lisiers et purins dans le sol</i>	<i>Immédiat</i>	<i>50</i>
<i>Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un autre procédé atténuant les odeurs</i>	<i>24</i>	<i>50</i>
<i>Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs</i>	<i>12 24</i>	<i>50 100</i>

CAS DES PRAIRIES ET DES TERRES EN CULTURE

	DISTANCE minimale (en mètres)
<i>Utilisation d'un dispositif permettant l'injection directe des lisiers et purins dans le sol</i>	<i>50</i>
<i>Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs</i>	<i>50</i>
<i>Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs</i>	<i>100</i>

Article 22 - Les effluents liquides et les déjections solides incluant ceux de l'élevage porcin et ceux des autres activités d'élevage exercées au sein de l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions fixées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,

- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an

- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté

L'exploitant déclare au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit pas être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'habitation des collectivités humaines ou des particuliers,

- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,

- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie,

- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau,

- pendant les périodes de forte pluviosité,

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,

- à l'aide des dispositifs d'aéro-aspiration qui génèrent des brouillards fins,

- sur les terrains à forte pente,

- dans les périmètres de protection rapprochée des captages alimentaires des collectivités publiques.

L'épandage de lisier est interdit entre le 1er juillet et le 31 août sur les terres labourables sauf sur les terres destinées à être ensemencées en colza et sur les pailles broyées où l'épandage sera autorisé jusqu'au 7 juillet et à partir du 15 août.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,

- les dates d'épandage,
- les volumes et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices, et leur superficie,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Article 23 - L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 24 - Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Le brûlage à l'air libre de cadavres est interdit.

Les cadavres porcins sont stockés dans un container étanche.

Article 25 - Les installations électriques sont conformes à la norme C 15 000 relatives aux locaux humides et les installations au gaz sont conformes aux normes de vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 26 - Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 27 - L'établissement dépose de moyens adaptés aux risques permettant de combattre tout début d'incendie.

Les extincteurs (1 par bâtiment) font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Article 28 - Si l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration dans le mois qui suivra la prise en charge de l'exploitation.

Si les installations cessent d'être exploitées, le préfet devra en être informé dans le mois qui suit la cessation.

Le site des installations devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

Article 29 - Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

Article 30 - Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976, devront être déclarés sans délai à l'inspecteur des installations classées.

Article 31 - Dispositions diverses

L'exploitant devra justifier qu'il s'est conformé aux prescriptions qui précèdent.

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de recours étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

« DELAIS ET VOIES DE RECOURS » (article 14 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement ,après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toute modification que le fonctionnement ou la transformation de ladite exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation est déposée en mairie, sera affichée à la mairie de RIVARENNES, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible par l'exploitant dans l'enceinte de son établissement.

Article 32 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de RIVARENNES, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Le Directeur Délégué

Gilbert MANDAROT

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Signé : Marc MARFORT